13/07/2021

QUESTIONS ECRITES - AG EDF 22/7/2021

Monsieur le Président Directeur Général,

L'association Energie en actions, d'actionnaires salariés et anciens salariés du groupe EDF, vous a adressé le 26 juin un courrier relatif à l'Assemblée Générale d'EDF, convoquée le 22 juillet 2021, vous rappelant certaines des questions écrites posées à l'AG du 6 mai dernier, et portant sur les points suivants :

- Nouvelle convocation d'une Assemblée Générale à « huis clos », ce qui va priver les actionnaires, dont Energie en actions, de leurs droits en séance, notamment de proposer la modification de projets de résolutions, ou de présenter des résolutions ayant pour objet la nomination d'administrateur
- Proposition de nomination d'une nouvelle administratrice, présentée comme indépendante, alors que cette personne se trouve, selon Energie en actions, en situation d'intérêts liés avec l'Etat, actionnaire majoritaire d'EDF.

Vous nous avez adressé le 7 juillet un courrier de réponse daté du 5 juillet qui ne nous convainc pas. De ce fait, nous sommes amenés à vous poser les questions suivantes.

Convocation de l'AG à huis clos – éléments d'appréciation retenus par le Conseil d'Administration

Vous précisez dans votre courrier daté du 5 juillet « *en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le Conseil d'Administration dans sa séance du 15 juin dernier a décidé de convoquer à huis clos l'AG le 22 juillet ... il a considéré que les mesures administratives applicables à la date de convocation ne permettaient pas de réunir physiquement dans des conditions satisfaisantes* ».

Nous nous permettons de vous rappeler que dans le cadre de la Stratégie de réouverture des établissements recevant du public et des activités regroupant du public (dossier de presse du Gouvernement du 20 mai 2021), **les établissements recevant du public de Type L** (Salles à usage multiple en configuration assis (salles des fêtes, salles polyvalentes), Salles de réunion, d'audition, de conférence (configuration assis)) **pouvaient depuis le 9 juin 2021 accueillir « Avec jauge de 65% de l'effectif ERP et plafond de 5 000 personnes**. Protocole sanitaire adapté... Utilisation du pass sanitaire au-delà de 1 000 personnes. »

Nous vous rappelons également que le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance, a publié le 4 janvier 2021 une Foire aux questions « Tenir son AG ou son CA dans le contexte de la crise sanitaire » soulignant notamment que :

*Deux conditions doivent être satisfaites pour pouvoir organiser une assemblée « à huis clos » ; dont Première condition : **une mesure administrative limitant ou interdisant les déplacements ou les rassemblements collectifs pour des motifs sanitaires doit faire obstacle à la présence physique des membres de l'assemblée à l'assemblée.***

Cette condition repose sur deux éléments cumulatifs :

- d'une part, **l'existence d'une mesure administrative limitant ou interdisant les déplacements ou les rassemblements collectifs pour des motifs sanitaires...**;

- d'autre part, **le fait que cette mesure fasse obstacle à la présence physique des membres de l'assemblée à cette dernière. Cet élément doit faire l'objet d'une appréciation in concreto, sur la base des caractéristiques propres à l'assemblée concernée de chaque groupement telles que, notamment, le nombre de membres habituellement présents à l'assemblée et la capacité du groupement à accueillir ces membres dans un lieu permettant le respect des règles sanitaires.** ».

En conséquence, l'association Energie en actions vous demande de bien vouloir **préciser les éléments sur lesquels s'est appuyé le Conseil d'administration pour prendre dans sa séance du 15 juin la décision de convoquer une AG à huis clos le 22 juillet :**

- **Quelle mesure administrative limitant les rassemblements collectifs pour des motifs sanitaires ?**
- **Éléments d'appréciation in concreto des caractéristiques propres à l'Assemblée devant se réunir le 22 juillet : nombre de membres habituellement présents à l'assemblée, capacité à accueillir ces membres dans un lieu permettant le respect des règles sanitaires. En particulier, pourriez-vous nous préciser le nombre d'actionnaires physiquement présents aux AG tenues le 16 mai 2019 et le 26 juillet 2016, ainsi que la capacité des salles utilisées pour ces 2 AG ?**

Qualification d'administratrice indépendante de Madame Nathalie Collin

Dans votre courrier daté du 5 juillet, vous précisez « *qu'aucun conflit d'intérêt potentiel n'est susceptible d'affecter le mandat que Madame Nathalie Collin exercerait :*

- *L'Etat ne détient que 34% du capital de la Poste, dont l'actionnaire majoritaire est la Caisse des Dépôts et Consignations, personne morale de droit public suis generis,*
- *La Poste, bien qu'appartenant au secteur public, est une société anonyme disposant de sa propre gouvernance ...».*

Nous vous informons qu'Energie en actions n'est pas convaincu par ces éléments, au regard des recommandations sur le gouvernement d'entreprise de l'Association Française de la Gestion financière (AFG), qui précisent que : « *Pour être qualifié de « libre d'intérêts », l'administrateur ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêts potentiel. Ainsi il ne doit pas en particulier : ... - être salarié ou mandataire social dirigeant d'un actionnaire significatif de la société ou d'une société de son groupe... ».*

Au regard de la perspective envisagée par le gouvernement, dans le cadre des projets de réorganisation (dits « Hercule ») du groupe EDF, d'un rachat des actions EDF détenues par les minoritaires, pourquoi le Conseil d'Administration n'a-t-il pas, dans l'intérêt des actionnaires minoritaires, proposé la nomination d'une nouvelle administratrice unanimement considérée comme libre d'intérêt, notamment vis-à-vis de l'Etat, actionnaire majoritaire ?

Détention d'actions par les administrateurs présentés comme indépendant

Comme souligné par Energie en actions dans une question écrite à l'AG du 7 mai 2020, le code de gouvernance AFEP-MEDEF, auquel EDF fait souvent référence précise que : « *hors dispositions légales contraires, l'administrateur doit être actionnaire à titre personnel et ...posséder un nombre minimum d'actions, significatif au regard des rémunérations qui lui ont été alloués. A défaut de détenir ces actions lors de son entrée en fonction, il utilise ses rémunérations à leur acquisition* ».

Dans d'hypothèse de nomination de Madame Nathalie Collin comme administratrice, que vous présentez comme indépendante, ne conviendrait-il pas que le Conseil d'Administration l'incite à mettre en application les recommandations du code Afep-Medef, et en pratique à utiliser dès cette année les rémunérations qu'elle va percevoir pour l'acquisition d'actions EDF ?

Critères ESG, et respect des meilleures pratiques de bonne Gouvernance

EDF met régulièrement en avant dans ses communications, le respect des critères ESG.

Energie en actions se permet de souligner que les critères ESG, utilisés dans l'évaluation de la responsabilité d'une entreprise vis-à-vis de ses parties prenantes et de l'environnement, s'appuient sur 3 piliers : Environnement, Social, et le dernier bonne Gouvernance, qui ne doit pas être négligé.

Les remarques et questions formulées par Energie en actions sur la présente AG convoquée le 22 juillet, illustrent qu'EDF est loin d'être exemplaire en termes de Gouvernance.

Quelles actions comptez-vous engager pour que le groupe EDF se place au plus vite au niveau des meilleures pratiques en matière de bonne Gouvernance ?

Energie en Actions, Immeuble EDF - 4 Rue Floréal 75017 PARIS

Association créée en 2006, à la suite de l'ouverture du capital d'EDF, **Energie en actions** est la **plus importante association d'actionnaires salariés du groupe EDF**. Elle a pour objet de **défendre les intérêts du Groupe et de ses actionnaires, salariés et anciens salariés, en toute indépendance** tant vis à vis de la Direction de l'entreprise que des organisations syndicales, et quel que soit leur mode de détention d'actions EDF. Défendre les actionnaires salariés, c'est défendre la valeur de l'action EDF à travers une stratégie de développement durable du groupe EDF créatrice de valeur dans la durée, et promouvoir la distribution d'un dividende raisonnable avec option paiement en actions.

Energie en actions est représentée, depuis début juillet 2021, au sein du Conseil de surveillance des FCPE d'actionnariat salarié du groupe EDF.

<http://www.energie-en-actions-edf.fr> <https://www.linkedin.com/company/energie-en-actions>
contact.energieenactions@gmail.com